

LES ÉTATS EFFACÉS

SAMIR AMIN *

Le discours idéologique du néolibéralisme stipule que l'État doit renoncer à conduire le développement économique et social et se conformer à l'exigence d'ouverture des marchés en oubliant d'affirmer son nationalisme dans les relations internationales. Dans cette perspective, l'action de la triade est d'annihiler l'indépendance des États de la périphérie. Seuls les États émergents s'opposent avec succès à cette politique. Les pays qui n'ont pas pu ou voulu contrôler leur ouverture sont ceux qui se sont retrouvés effacés ou menacés de l'être. Aujourd'hui le monde arabo-musulman concentre la plupart de ces situations.

Le système du capitalisme mondial contemporain s'est auto-qualifié de néolibéral. Qualification courte et trompeuse, de nature idéologique (analogue à la qualification de communiste de l'URSS), qui masque les caractères spécifiques propres au système concerné. C'est pourquoi je qualifie ce système de *capitalisme des monopoles généralisés, mondialisés et financiarisés* et renvoie le lecteur à ce que j'ai écrit pour préciser le contenu de chacune des qualifications retenues.

Le discours idéologique du système se résume dans quelques grandes affirmations, au demeurant démenties dans les faits (i) qu'il s'agit d'une économie de « marchés généralisés », tendanciellement « transparents » ; dont le fonctionnement libre tend à produire un équilibre optimal pour le plus grand profit de tous ; (ii) que cette économie dite de marché accompagne le triomphe de la démocratie, entendue comme liberté des individus dans l'exercice de leurs choix de consommateurs, d'initiative entrepreneuriale ou salariale, d'électeurs ; (iii) que ce mode de gestion de la société doit être mis en œuvre au niveau mondial comme à celui de chacun des États qui le compose ; et (iv) que le fonctionnement harmonieux du système exige que l'État renonce à l'ambition de conduire le développement social et national pour se restreindre à ses obligations de maintien de l'ordre démocratique, comme il devrait renoncer à affirmer son nationalisme dans les relations internationales et accepter les conséquences de l'ouverture des marchés.

* PRÉSIDENT DU FORUM DES ALTERNATIVES.

Aucune de ces affirmations ne résiste à un examen critique, en sorte que l'écart entre la réalité observable et le monde illusoire que le néolibéralisme inspire n'est pas dû à quelques raisons conjoncturelles et passagères, mais à la faillite de son système de pensée. Je ne considérerai dans ce qui suit que la quatrième de ces affirmations, qui est à l'origine directe des drames contemporains des *États effacés*.

Le système prétendu néolibéral n'est pas soutenable et ne représente, pour cette raison, qu'une parenthèse courte dans l'histoire moderne. Mis en place au cours des décennies 1980-1990, il est déjà entré dans sa phase d'implosion prévisible et désormais amorcée. L'idéologie de *l'État adversaire de la société*, dans laquelle s'exprime l'opinion officielle et dominante, s'inscrit contre la réalité, fondée sur la coexistence à la fois complémentaire et conflictuelle des trois instances indissociables qui la composent : l'État (le pouvoir), la nation, les classes sociales. Ignorer l'une quelconque de ces trois composantes de la réalité enferme la pensée théorique et la pratique sociale dans l'impuissance, dont l'exemple de la dérive extrême est donné par les États effacés de la carte du monde moderne.

Le système néolibéral a été mis en place par des politiques d'État systématiques poursuivant cet objectif, et non par un retrait passif de l'État, en particulier par les politiques d'État poursuivies par Washington, imposant son modèle aux autres États par la mobilisation de tous les moyens à sa disposition, sans oublier les pressions politiques, les coups d'État et les interventions militaires.

Les objectifs poursuivis n'étaient pas ceux proclamés par la propagande néolibérale ; il ne s'agissait ni de faire triompher la concurrence transparente des producteurs et de favoriser ainsi l'innovation, ni de faire triompher la cause de la démocratie. L'objectif réel de ces politiques d'État est de soumettre les producteurs à la domination des monopoles généralisés des centres de la triade impérialiste historique (États-Unis, Europe occidentale et centrale, Japon), de réduire ces producteurs au statut de sous-traitants et de permettre ainsi la ponction d'une fraction croissante de la plus-value dont ces producteurs sont à l'origine au bénéfice des rentes de monopoles des maîtres du système.

L'alignement sur cette politique d'État de Washington a été pratiquement spontané de la part des alliés européens et japonais, associés dans ce que j'ai qualifié d'*impérialisme collectif de la triade*, qui s'est substitué à la pluralité antérieure

des puissances impérialistes, elles-mêmes alors en concurrence permanente, une concurrence allant jusqu'aux guerres inter-impérialistes, répétées du ^{xvi}^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Cet alignement résulte d'une part de la similitude de la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles généralisés dans l'ensemble des économies de la triade et d'autre part de leur association ressentie comme nécessaire dans la gestion du reste du monde (les périphéries).

Au plan international, le système néolibéral se traduit donc par un objectif commun de la triade, qui est d'annihiler l'indépendance des États de la périphérie, une sorte de recolonisation informelle, le propre de la colonisation étant précisément la négation de l'État pour les colonisés.

Ce projet est insoutenable précisément parce que les États et les peuples des périphéries sont appelés à refuser de se plier à ses exigences, dont les conséquences de la mise en œuvre sont pour eux dramatiques. Le néolibéralisme mondialisé ne contribue pas à réduire l'écart entre les sociétés dominantes et celles qui sont dominées, mais, au contraire, en accuse la profondeur. Le néolibéralisme mondialisé a pour corollaire un modèle de *lumpen-développement* pour les périphéries, c'est-à-dire un modèle assis sur des processus de paupérisation frappant la majorité, en particulier les paysans dont l'expropriation s'accélère, et les masses croissantes de travailleurs de l'informel rassemblés dans les bidonvilles. Peu importe alors si, en parallèle à ces modes de *lumpen-développement*, le néolibéralisme favorise l'enrichissement fabuleux de quelques-uns et parfois la croissance de classes moyennes. Le système dans son ensemble ne peut pas être stabilisé, comme les explosions récentes (par exemple celles du monde arabe) en témoignent. Dans les cas extrêmes de succès de ce modèle – comme en Afrique –, c'est toute la société, tout un peuple qui deviennent « inutiles, superflus ». Les ressources naturelles de l'Afrique sont importantes pour le capitalisme contemporain mondialisé, les peuples africains ne le sont pas. La disparition de l'État, réduit au statut d'administration des affaires courantes, tandis que l'initiative des décisions est accaparée par les monopoles impérialistes est alors à l'ordre du jour.

L'implosion de ce capitalisme mondialisé ne se manifeste pas seulement par les explosions populaires qui viennent en réponse au *lumpen-développement*. Il se manifeste également par les succès de la résistance croissante des pays qualifiés d'émergents. Ces pays mettent en œuvre des projets souverains de développement national soutenus par des politiques d'État systématiques. Leur objectif est alors la construction de systèmes

industriels modernes intégrés, et non pas seulement d'accueillir des investissements directs étrangers (commandés par les monopoles de la triade impérialiste). J'insiste sur la différence entre ces deux options qui est fondamentale. La construction *planifiée* de ces systèmes industriels souverains exige à son tour la mise en œuvre systématique de politiques d'État capables de garantir la *souveraineté alimentaire* (et non pas seulement la sécurité alimentaire). Celle-ci mobilise tout un arsenal de moyens régulant l'accès à la terre et la modernisation de l'agriculture qui permettent d'ajuster les transferts des campagnes vers les villes aux exigences et aux possibilités de l'industrialisation accélérée.

Les succès des politiques d'État dans les pays émergents sont à la mesure de la force et de la cohérence de la conduite de ces projets souverains. La Chine (avec la Corée du Sud et Taïwan) en fournit l'exemple le plus puissant, tandis que l'Inde, le Brésil et d'autres demeurent sur des positions hésitantes, associant à des degrés divers des éléments de politiques d'État soutenant l'émergence à la poursuite des formes de *lumpen-développement* produits par la mondialisation néolibérale.

À leur tour, les succès de l'émergence, conçue comme il se doit, facilitent la participation des pays concernés au système de la mondialisation, soutenue par la compétitivité sur les marchés internationaux de segments de leur système productif en construction. Les pays émergents sont donc engagés à des degrés divers sur la voie de la construction de formes diverses de *capitalismes d'État souverains* dont le contenu social est ce qu'il est – différent d'un pays à l'autre – porteur d'évolutions progressistes possibles comme de régressions en direction de leur soumission au néolibéralisme mondialisé. Le succès de ces pays n'est pas dû à leur « ouverture », mais au contrôle qu'ils exercent sur celle-ci. Par contre, les pays qui acceptent l'ouverture sans contrôle se retrouvent dans l'incapacité d'accéder au rang de pays émergents ; ils restent compradorisés et dominés, condamnés au *lumpen-développement*.

Le conflit entre ces politiques d'État d'une part et celles conduites par les États-Unis et leurs alliés de la triade impérialiste historique est le conflit majeur de notre époque. Il porte précisément sur les moyens mis en œuvre par les États émergents pour faire reculer les privilèges que la triade s'octroie dans la gestion de la modernisation par son contrôle exclusif de l'accès aux ressources naturelles de la planète, de l'innovation technologique, de la gestion du système monétaire et financier intégré à l'échelle globale, des armements de destruction massive. Les succès éventuels des politiques des États émergents permettent aux nations concernées d'accéder au rang de sujets

actifs dans le façonnement du système mondial. Sujets actifs non pas seulement dans le domaine des relations économiques, mais tout autant dans ceux qui régissent la politique et la géopolitique mondiales.

À l'autre extrémité de l'éventail des modèles d'insertion dans la mondialisation, on retrouve les États qui ont renoncé à la mise en œuvre d'un projet souverain quelconque, et par là même, acceptent la soumission inconditionnelle au néolibéralisme. C'est ici que l'on retrouve les États effacés ou menacés de l'être.

Le contraste *États nationaux/ États compradors* prend ici un sens fort. Évidemment, l'option entre ces deux termes extrêmes n'est pas le produit d'un choix arbitraire des dirigeants du moment, mais celui de l'histoire qui a façonné ici un bloc social historique hégémonique (plus ou moins ouvert aux classes populaires), capable de s'ériger en pouvoir stabilisé, et là un bloc local gouvernant comprador, incapable de ce fait de trouver la légitimité sur laquelle se fonde la stabilité. La dérive menace alors les États comprador de s'effondrer et de laisser la place aux *États effacés*.

Dans ce conflit majeur, les politiques d'État de la triade impérialiste s'emploient d'une part à contenir les efforts des pays émergents, voire si possible à les récupérer par des concessions dans l'organisation de la mondialisation libérale, et d'autre part, à maintenir les États comprador dans leur statut, au risque de voir la dégradation dans les pays concernés, conduire au chaos et à l'effacement de l'État. Ce risque est devenu une réalité pour un nombre grandissant du pays constituant le ventre mou du système libéral mondialisé, en Afrique subsaharienne, dans les mondes arabe et musulman, ici et là ailleurs en Asie et en Amérique latine. Je centrerai ce qui suit sur l'analyse des impasses tragiques dans lesquelles se sont enfermées nombre de sociétés musulmanes du monde contemporain.

L'islam n'est ici ni le problème, ni sa solution ; en dépit de la place importante qu'il occupe dans la conscience des peuples concernés. La résurgence de « solutions islamiques » (qui se prétendent ainsi) n'est pas le produit inéluctable d'un islam conçu éternel et invariable. Il est le produit d'une conjonction entre les stratégies déployées par les États impérialistes, d'une part, et les faiblesses du mouvement de révolte des peuples concernés, d'autre part.

Certes la faiblesse en question plonge ses racines dans un passé d'ailleurs proche plutôt que lointain. J'ai insisté sur *l'avortement de la Nahda* arabo-islamique au XIX^e siècle. Celle-ci s'était méprise sur le sens de la *Renaissance* (européenne) et des *Lumières* qui ont amorcé l'invention de la modernité,

conçue comme fondée sur le principe que « les hommes font leur histoire », faisant contraste avec le principe antérieur selon lequel l'histoire est commandée par Dieu ou par les ancêtres. La *Nahda* arabo-islamique préconise un *retour aux sources*, et non la rupture avec elles. Sa dérive – elle termine son parcours par son alignement sur le *wahabisme* séoudien – a été analysée avec précision par Gilbert Achcar. L'islam politique contemporain reproduit l'erreur fondamentale de la *Nahda* du XIX^e siècle, sans plus. Les valeurs invoquées par celui-ci par les Frères musulmans en Égypte, en Tunisie et ailleurs, sont de ce fait conçues dans un esprit réactionnaire parfaitement compatible avec les exigences du déploiement du capitalisme comprador dans sa version la plus misérable – celle du *capitalisme de connivence*. Cet islam politique réactionnaire n'est pas « soluble dans la démocratie », comme certains voudraient le faire croire. Il ne prépare rien de bon, mais au contraire enferme les sociétés en question dans l'impasse, à une époque où les pays émergents, eux, avancent avec une cadence renforcée. La dérive prétendue islamique garantit le maintien du statu quo comprador, fût-ce au prix d'un possible effacement désastreux de l'État. Le thème idéologique « anti nation » invoqué par le mouvement – du style « je ne suis ni Algérien, ni Français, mais musulman » – favorise cette dérive. On comprend alors que l'impérialisme dominant soutienne cette alternative dite islamique et le fasse avec un mélange de calcul politique cynique et d'hypocrisie (par la dénonciation de ses bavures terroristes inéluctables).

Je vais plus loin et affirme que l'annihilation de l'État en Égypte correspond à un objectif commun aux États-Unis, à Israël et aux pays du Golfe. Car une Égypte debout constitue un danger certain pour la poursuite du contrôle par Washington de cette région géostratégique et pétrolière décisive. Une Égypte active et respectée mettrait un terme à l'influence démesurée des pays du Golfe dans la région et générerait le projet expansionniste du sionisme. Une Égypte gérée par les Frères musulmans constitue aujourd'hui la meilleure garantie pour la poursuite de la décadence et de l'impuissance du pays.

La destruction de l'État est déjà chose accomplie dans certains pays du monde arabe et musulman, l'Irak, la Somalie et la Libye entre autres – et je renvoie ici à ce que j'ai écrit sur ces sujets. Les faiblesses extrêmes particulières à la Somalie – reniant son caractère national pour se prétendre « arabe », ce qu'elle n'est pas – et à la Libye – région qui sépare et relie le Maghreb et le Mashrek sans constituer par elle-même une nation – sont sans doute à l'origine de la dérive fulgurante qui les a frappés. L'Irak s'inscrit également dans la liste des États effacés, les États-Unis

étant parvenus à casser le pays en quatre composantes sur des bases ethniques ou confessionnelles. La Syrie est aujourd'hui menacée de la même manière.

Le monde arabo-musulman n'est pas la seule région de la planète menacée par la dérive comprador allant jusqu'à l'effacement de l'État. Les ravages de ce même islam politique comprador et archaïque menacent visiblement les pays du Sahel africain, comme en témoigne la tragédie malienne entre autres. D'autres pays en Afrique subsaharienne ont été saccagés par l'affirmation d'identités prétendues ethniques, propulsées au nom d'un « droit à la différence » entendu comme l'ennemi de l'unité des composantes de la nation. Le Rwanda, la RDC font partie du lot.

Le projet européen lui-même a été conçu et construit systématiquement comme bloc constitutif de la mondialisation néolibérale. On ne sera donc pas surpris que son implosion se déploie sous nos yeux, en parallèle à celui de la mondialisation libérale. On retrouve également en Europe la même rhétorique « antination/anti-État » et les mêmes procédures mises en œuvre pour déposséder l'État et annihiler ses capacités de faire face au défi libéral. Et si « l'effacement de l'État » ne se manifeste pas en Europe avec la même violence que dans le tiers-monde, on ne doit pas sous-estimer les ravages qu'il produira nécessairement.

En réponse à la menace de destruction des États et des sociétés, la réponse du mouvement de lutte des peuples concernés pourrait être résumée de la manière suivante : oui, nous avons besoin de reconstruire un État capable de faire avancer un projet de développement souverain ; oui, nous avons besoin que cet État s'affirme par la construction d'une convergence nationale, respectueuse de la diversité sans sacrifier l'unité ; oui, nous avons besoin que le projet souverain à mettre en route soit conçu pour servir l'ensemble des classes populaires et non fondé sur leur exclusion et leur paupérisation. Les réponses au défi doivent opérer simultanément dans les trois instances de la réalité – État, nation, classes populaires.

Références

Les thèses proposées dans l'article ont été développées dans les publications suivantes :

- Samir Amin, *L'implosion du capitalisme contemporain*, Delga 2012.
En particulier : la nature du capitalisme des monopoles généralisés et de la réduction des producteurs au statut de sous-traitants, la transformation de la plus-value en rente des monopoles ; l'émergence de l'impérialisme collectif de la triade ; le *lumpen-développement* ; le

projet souverain des pays émergents ; le conflit autour des privilèges que s'octroie la triade pour la gestion de la mondialisation.

Compléments de lecture :

- Samir Amin, « China 2013 », *Monthly Review*, mars 2013.
- Samir Amin, « The rise and decline of liberalism », *Monthly Review*, January 2012.
- Leo Panitch, *The making of global capitalism*, Verso, 2013.

Concernant les formes d'effacement de l'État dans le cadre de l'Union européenne, voir *L'implosion du capitalisme contemporain*, chapitre trois.

- Samir Amin, *Le monde arabe dans la longue durée*, le Temps des Cerises, 2011.

Voir en particulier :

- Le chapitre 1 (« La révolution arabe, deux ans plus tard », *Recherches internationales*, janvier-mars 2013).
- Le chapitre 3 (« L'avortement de la Nahda », p. 102-106).

Autres lectures :

- Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah*, Sindbad/Actes Sud, 2009
- Gilbert Achcar, *Le peuple veut*, Sindbad/Actes Sud, 2013.

Compléments de lecture : (écrits de Samir Amin)

- « Égypte, les États-Unis en quête d'un modèle pakistanais », site Pambazuka, 21/2/2011.
- « Égypte, Demandez le programme (le capitalisme de connivence de Moubarak aux Frères musulmans) », *Afrique-Asie*, décembre 2012.
- Préface ; in Hocine Belalloufi, *La démocratie en Algérie, réforme ou révolution*, Éditions Apic, Alger, 2012.
- « L'Islam est-il soluble dans la démocratie ? », site Pambazuka 20/02/2013.
- « Somalie ; Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie », site Pambazuka 01/02/2011 ; également *Recherches internationales*, n° 89, janvier-mars 2011.
- « Libye : la désintégration de la Libye est-elle possible ? » *Afrique Asie*, décembre 2011.
- « France-Mali : enjeux et limites », *Afrique-Asie*, janvier 2013.

Cet article n'examine pas d'autres exemples d'États effacés, en particulier sous les coups de la désintégration prétendue ethnique (Rwanda, RD du Congo).